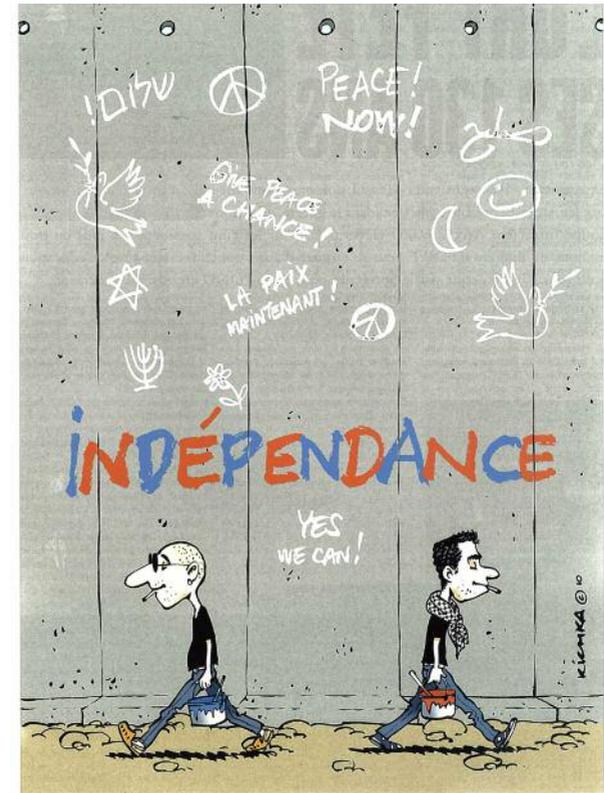


ESSAI



La non-violence au service de la cause palestinienne

Ali Abu Awwad

Ali Abu Awwad

La non-violence

au service de

la cause palestinienne

Créée en octobre 2006 au siège des Nations unies à New York, l'association Cartooning for Peace est un réseau international de plus de 200 dessinateurs de presse engagés à promouvoir le respect mutuel entre populations de différentes cultures ou croyances, en utilisant le dessin de presse comme moyen d'expression universel. L'association organise expositions et rencontres de dessinateurs de presse avec le grand public, développe des projets pédagogiques autour du dessin de presse et apporte conseil et soutien aux dessinateurs travaillant dans des contextes difficiles.

C'est donc naturellement que, après les attentats de 2015, la Fondation Jean-Jaurès et Cartooning for Peace ont commencé à associer leurs forces pour soutenir le dessin de presse comme outil journalistique au service de la liberté d'expression en France, en Europe et dans le monde.

Dans le cadre du projet « France, Méditerranée, Fraternité », ce partenariat a pris la forme d'une rencontre pédagogique organisée en 2018 à Paris avec l'association Luttons contre les préjugés. Quarante-cinq jeunes israéliens, palestiniens, marocains et français ont pu y découvrir l'exposition « Dessine-moi la Méditerranée » et échanger sur la liberté d'expression en présence de Plantu, président d'honneur et fondateur de Cartooning for Peace, et de François Hollande, président de la fondation La France s'engage.

En s'associant à la publication de cet entretien d'Ali Abu Awwad, la Fondation Jean-Jaurès et Cartooning for Peace réaffirment leur engagement commun pour rendre hommage à la richesse de la diversité culturelle de la région et contribuer à la construction d'un espace commun de paix et de vivre-ensemble.

Dessin de couverture :
Kichka (Israël) - Cartooning for Peace.

Engagée depuis de longues années en faveur du dialogue judéo-arabe, la Fondation Jean-Jaurès s'est jointe en novembre 2018 au projet lancé par Samia Essabaa et Isabelle Wekstein-Steg pour faire se rencontrer à Paris, durant cinq jours, une cinquantaine de lycéens juifs et musulmans venus de France, du Maroc, d'Israël et de Palestine.

*En partenariat avec Cartooning for Peace et la Fondation européenne d'études progressistes (FEPS), une série de visites thématiques dans des lieux symboliques de la République française et d'ateliers pédagogiques autour des questions identitaires ont été organisés, notamment en présence de l'ancien président de la République François Hollande et du dessinateur de presse Plantu. Ces élèves issus d'horizons divers ont pu apprendre à surmonter leurs préjugés pour entamer le long mais indispensable chemin de la compréhension mutuelle et du vivre-ensemble. Un documentaire d'Isabelle Wekstein-Steg, *Tellement proches*, retrace ce voyage.*

Pour maintenir et renforcer ce fil du dialogue noué au cours de cette première édition, l'initiative de l'association Luttons contre les préjugés a été pérennisée en un événement annuel organisé alternativement en France et en Israël.

Dans le cadre de l'organisation de la prochaine édition, la Fondation Jean-Jaurès s'est rendue en Cisjordanie en janvier 2020 et elle y a notamment rencontré, par l'entremise d'Isabelle Wekstein-Steg, Ali Abu Awwad, fondateur et responsable du mouvement Taghyeer (« Changement »). L'échange débuté alors s'est poursuivi et se trouve retranscrit dans cet ouvrage. Ali Abu Awwad y revient sur son parcours, ses engagements et les convictions qui guident à présent son combat en faveur de la non-violence.

La Fondation Jean-Jaurès tient à remercier Isabelle Wekstein-Steg, Samia Essabaa et Jean-Marc Liling pour leur contribution à la réalisation de ce projet.

Ali Abu Awwad est né en 1972 au sein d'une famille de réfugiés palestiniens. Fils d'un cadre du Fatah, il a été emprisonné après la première intifada et condamné à dix ans de prison. Libéré dans le cadre des accords d'Oslo après quatre ans d'emprisonnement, il devient un militant de la non-violence à la suite de la mort de son frère, tué en 2000 par l'armée israélienne. En compagnie de Robi Damelin, une Israélienne dont le fils a été abattu par un sniper palestinien, il parcourt le monde entre 2002 et 2009 pour représenter le Forum des familles endeuillées et tenter de tracer un chemin vers la réconciliation. Il poursuit ses efforts en créant en 2013 le centre de non-violence Karama (« Dignité »). Afin de construire un mouvement national de résistance non violente à l'occupation israélienne et d'aider au développement social de sa communauté, il s'associe à d'autres activistes palestiniens en 2015 pour fonder le mouvement Taghyeer (« Changement »).

Pouvez-vous décrire votre parcours ?

Je suis né dans une famille de réfugiés palestiniens de l'exode de 1948, dans un village appelé Al-Qubayba près de Bayt Jibrin. Aujourd'hui, cette zone est située dans une région d'Israël qui s'appelle Lachish. Naître réfugié, grandir dans un conflit vous mène directement à la politique. Cela a été particulièrement vrai pour ma mère. Dans les années 1970, elle a rejoint l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et le mouvement du Fatah, dont elle est devenue une dirigeante. J'ai été témoin de toutes les attaques contre ma famille, des arrestations et des humiliations qu'elle a subies. Cela m'a amené à la politique dès mon plus jeune âge et a fait naître en moi le désir de me joindre à la lutte quand j'étais très, très jeune. Je suis donc devenu un militant du Fatah dès l'âge de 5 ans, lors de la première intifada en 1987.

J'ai été arrêté deux fois. Ma première détention, essentiellement pour avoir jeté des pierres, a duré trois mois. Plus tard, quand j'ai refusé de témoigner contre ma mère, j'ai été condamné à dix ans de prison. J'en ai purgé quatre, avant d'être libéré par les accords d'Oslo (1993).

À quoi ressemblait la vie d'un adolescent palestinien de votre génération ?

En ce qui me concerne, en grandissant dans ces conditions en tant qu'enfant, vous avez l'impression que tout le monde vit sous contrôle. Pas seulement physiquement, mais aussi dans vos rêves, vos mouvements, votre désir de voir le monde. Mais je ne me suis jamais considéré comme violent, comme un terroriste. En fait, j'avais ce rêve insensé de devenir pilote. C'était complètement absurde pour un Palestinien sans passeport, sans reconnaissance, et que beaucoup de personnes ne voyaient que comme un terroriste de plus. J'ai enterré ce rêve dans la tombe de l'occupation.

Parfois, quand l'armée israélienne venait chez nous, elle battait ma mère sous mes yeux. C'était suffisant pour que je devienne fou et que je rejoigne n'importe quel mouvement. Mais pas pour que je me venge. Vivre son enfance sous cette occupation militaire, c'est vivre sans aucune dignité. Parce que l'humiliation quotidienne que je subissais, mais aussi celle de mes parents et de mes amis, était si grande que mon désir le plus fort était de rechercher ce sentiment, cette réalité de la dignité. Je suis donc devenu un jeune combattant. Je m'identifiais à la lutte à chaque instant, y compris dans mes rêves.

À l'époque où j'étais enfant, il n'y avait pas de relations avec les Israéliens, excepté avec les militaires armés. C'est tout ce que nous avons connu des Israéliens. La relation a toujours été avec un système militaire qui me voyait comme un potentiel futur terroriste. J'étais le fils de ma mère – donc je devais être contrôlé. J'étais constamment sous pression. Et notre relation se résumait à cela. On demande parfois aux Palestiniens (la question vient surtout des Juifs de droite) : « Pourquoi apprenez-vous à vos enfants à haïr ? » Mais en réalité, lorsque vous vivez dans de telles conditions, vous n'avez pas besoin d'une formation spécifique à la haine : ces conditions font le travail pour vous.

Comment définiriez-vous la violence ?

En deux mots : faire mal. La violence, c'est faire du mal à quelqu'un, que ce soit physiquement, émotionnellement, ou même en s'en prenant à son identité et à ses ressources. Juste pour blesser. Ici, l'un de nos problèmes majeurs est que, lorsque les Israéliens et les Palestiniens font usage de la violence, c'est légitime pour chacun d'eux. Pour les Israéliens, il s'agit de s'assurer de leur propre sécurité. Pour les Palestiniens, c'est un acte moral pour conquérir leur liberté. Mais au bout du compte, les deux camps ne sont ni en sécurité, ni libres. Et ils se défendent en essayant de légitimer leurs actions, sans jamais se regarder dans le miroir ni prendre leurs responsabilités.

Lorsque vous grandissez dans de telles conditions, le mot « violence » n'existe même pas dans votre esprit. Il n'est pas enregistré, pas même dans les jeux auxquels jouent les enfants. Il y a un jeu célèbre auquel on joue ici

quand on est petit. On se divise entre deux camps : les révolutionnaires et l'armée. Même quand nous jouions à cela, je ne peux pas dire que c'était de la haine. Mon cœur n'était pas rempli de haine. Parce que pour haïr quelqu'un, il faut le connaître. Nous n'avons jamais connu les Israéliens.

Pour nous, ils étaient des occupants qui venaient et prenaient notre terre. Oui, il y avait de la colère, le rejet de l'injustice. Mais la haine est un mot si vaste. C'est le carburant de la violence. Nous avons appris la résistance, mais pas la violence. Même s'il y avait des groupes armés, même s'il y avait des morts, on ne se considérait pas comme violents ou comme des terroristes. On se considérait comme des combattants de la liberté luttant pour la justice morale.

La plupart des gens sortent de prison encore plus en colère que le jour où ils y sont entrés. Quel a été l'impact de votre incarcération dans une prison israélienne ?

Je n'ai jamais été à l'université et je n'ai jamais étudié la résolution des conflits. Ma première véritable expérience de la non-violence a eu lieu dans l'une des meilleures universités que la vie puisse offrir : la prison. Les prisonniers politiques palestiniens se considèrent comme des héros, pas comme des criminels. Nous avons réussi à créer un système avec nos estomacs vides, par des grèves de la faim pour obtenir une bibliothèque, avoir le temps de lire, pour s'asseoir deux fois par jour en cercle afin de discuter des problèmes... Cinq comités ont été créés : éducation, sécurité, gestion, nationalisme et négociation. À 15 ans, je suis devenu membre de ce système et j'ai été contraint de lire, contraint d'apprendre. Mon anglais vient de là. L'hébreu, que je parle aussi bien que l'arabe, c'est aussi en prison que je l'ai appris.

Pour être honnête, l'endroit où j'ai ressenti le plus de dignité, où j'ai eu le plus de liberté, ça a été la prison. Parce que j'appartenais à cette organisation que nous avons établie. C'était un environnement moral très organisé, même si l'on devait encore faire face à l'injustice, comme lorsque des gaz lacrymogènes étaient envoyés dans une pièce de plus de trente prisonniers. Quand vous devenez un combattant de la liberté, vous devez agir avec

moralité. Et c'est ce que nous avons fait en prison. Je regrette les quatre années de ma vie que j'y ai perdues mais je ne regrette pas la façon dont je les ai passés.

J'étais détenu dans cette prison israélienne en tant que militant politique du Fatah. En 1993, alors que je purgeais la troisième année d'une peine censée durer dix ans, j'ai voulu voir ma mère, qui était également emprisonnée en tant que dirigeante de l'OLP. Quand Israël a refusé de m'accorder mon droit légal de lui rendre visite dans la prison séparée où elle était détenue, nous avons décidé de faire une grève de la faim qui s'est poursuivie pendant dix-sept jours. Dix-sept jours de famine à penser que j'allais mourir à tout moment. Et puis nous avons réussi. Cette expérience a transformé mon esprit politique. De combattant, je suis devenu quelqu'un qui découvrait soudain une nouvelle façon de faire valoir ses droits en utilisant la meilleure arme que je possédais, et dont je n'avais jusque-là jamais été conscient de l'existence : mon humanité. J'ai découvert la différence entre le droit du pouvoir et le pouvoir du droit. À cette époque, je suis devenu un partisan de la non-violence en tant qu'approche politique de la liberté, sans aucun dialogue ni réconciliation avec la partie israélienne. Ce fut le début d'un long processus qui m'a fait passer du statut de victime à celui de survivant et de militant. J'ai appris à être un visiteur quotidien de ma propre douleur, et non un résident de celle-ci pour la vie.

Mais, pour revenir à la colère, je suis toujours en colère, même aujourd'hui. La non-violence n'efface pas votre colère. Elle l'éduque. Toute révolution a besoin de colère, même non violente. Ce que j'ai appris et pratiqué depuis mon emprisonnement, c'est de faire de la colère un levier pour le changement, et non un outil pour tuer. Votre dignité n'est pas quelque chose qui peut vous être enlevé lorsque les gens vous maltraitent ou vous humilient. C'est quelque chose qui vous appartient. Elle dépend de vous. Je suis donc sorti de prison beaucoup plus fort qu'avant.

Le cycle de la violence est bien connu : je te fais du mal parce que tu m'as fait du mal, puis tu me fais du mal parce que je t'ai fait du mal, et ainsi de suite. Vous avez été des deux côtés. Comment briser ce cycle ?

Le cycle de la violence est comme une rivière qui vous contrôle et vous emporte dans son courant féroce. Vous êtes profondément immergé au milieu de cette rivière, conscient de la force du courant, des tourbillons et des tempêtes qui pourraient vous emporter. Vous pouvez vous débattre violemment contre ce courant ou même nager dans son sens. Mais à la fin de la journée, cette rivière va vous tuer : vous ne pourrez pas la vaincre.

Pour sortir de ce cycle, pour vous libérer du contrôle qu'il exerce sur vous, vous devez trouver un moyen de quitter ce courant. Il est si facile de se laisser guider par ses émotions lorsqu'on est maîtrisé par ce courant, si facile d'être guidé par les actes de son ennemi. Parfois, ils vous tourmentent et vous provoquent jusqu'à ce que vous perdiez la raison. Il est difficile de cesser d'être une victime. Mais la première étape pour arrêter le cycle de la violence est de se dire : je ne suis victime de personne. Je suis un survivant, un futur dirigeant et je suis libéré de la prison de ma condition de victime et de la violence elle-même. Vous devez le faire pour vous libérer du contrôle des autres, même s'ils vous maltraitent. Vous faites cela pour devenir fort : vous ne pouvez pas vous battre pour la liberté si vous n'êtes pas déjà libre intérieurement.

L'autre raison pour laquelle je suis sorti de ce cycle de la violence est que j'ai une responsabilité envers mon peuple, envers ma famille et ma société : les protéger de la violence. Bien sûr, je n'abandonne pas pour autant la lutte au nom de ma liberté. En 2000, j'ai perdu mon frère, Yusef, innocent et tué à 31 ans par un soldat israélien. J'ai dû passer l'épreuve la plus difficile de ma vie concernant la non-violence. Il s'est produit une lutte intense entre mon esprit, politiquement non violent, et mon cœur, profondément blessé par la mort de mon frère. Sa perte et ma colère me poussaient à me venger, mais mon état d'esprit non violent m'empêchait de prendre cette revanche. J'étais toujours coincé dans la prison de ma victimisation, attendant une justice

irréalisable, essayant de sauver mon humanité à la fois de la vengeance et de la poursuite de l'occupation.

Et puis un jour, ma sauveuse et ma cheffe de famille, celle-là même qui avait été la cible de l'humiliation israélienne durant la première intifada, cette mère qui m'avait conduit à la non-violence par notre grève de la faim en prison, a fait venir des Israéliens dans notre maison. C'était la première fois qu'ils y pénétraient en tant qu'invités et non en tant qu'occupants. C'étaient des gens qui avaient vécu la perte d'un proche dans le conflit. Ils m'ont montré l'humanité de l'autre camp. Pour la première fois de ma vie, j'ai vu des mères juives en larmes. Et leurs larmes étaient exactement les mêmes que celles de ma mère.

Mais plus que cela, j'ai aussi vu leur volonté de mettre fin à nos souffrances et de ne pas utiliser leur propre douleur pour légitimer l'occupation. Cette rencontre m'a profondément marqué. J'étais perturbé car, même si nous avions en commun d'avoir perdu des proches, même si les tombes de ces proches étaient enfouies sous le même sol, sous la même terre, nous qui vivions au-dessus de cette terre ne partageons toujours pas les mêmes droits. C'est là que j'ai compris que chacun des deux camps avait besoin de la paix, et que pour cela un mouvement national palestinien non violent était nécessaire.

La non-violence et le pardon ne consistent pas à tout abandonner. Il s'agit simplement de renoncer à son juste droit à la vengeance. Vous savez que le coupable mérite une punition extrême, mais vous renoncez à ce droit. À la minute où vous faites cela, ceux qui ont conçu un système d'oppression comprennent que désormais vous êtes libre. Ils ne peuvent plus vous contrôler. Celui qui a assassiné mon frère voulait que mon humanité disparaisse dans la tombe avec lui. Ma seule revanche, ma plus grande vengeance, était de ne pas lui céder ce contrôle.

Les gens pensent que nous utilisons la non-violence comme arme dans la lutte. Mais je crois que ma véritable arme dans la lutte pour mettre fin au cycle de la violence, c'est en réalité l'humanité de mes ennemis. Cela signifie que nous devons amener nos ennemis à considérer leur propre humanité. C'est la première étape pour qu'ils puissent ensuite reconnaître notre humanité et nos droits.

La non-violence, pour moi, c'est la justice. Parce que la justice, de mon point de vue, c'est d'abord être juste envers soi-même avant d'être juste envers les autres. Et c'est le moyen essentiel pour se libérer de la prison de la victimisation. C'est de cette manière que nous pourrions quitter le torrent de la violence, nager avec force vers le rivage et transformer ce conflit.

Vous avez l'habitude de dire que le plus grand ennemi des Palestiniens n'est pas les Israéliens, mais la peur qu'éprouvent les Israéliens. Que voulez-vous dire par là ?

La peur est inscrite dans la psyché du peuple juif. En Israël, elle est devenue une idéologie. Il y a la peur historique et il y a la peur quotidienne. Et de là naît une sorte d'amour de l'autorité. Quand vous entendez les Israéliens dire « Plus jamais ça ! », vous comprenez que c'est une référence à la Shoah. Cela signifie : nous devons être assez forts pour garantir que cela ne se reproduira pas, nous devons protéger notre existence. Plus jamais « ça ». Cette peur est bien plus qu'un simple sentiment, c'est devenu une politique. Et Israël pense donc qu'il doit vous faire la démonstration de sa force, de son contrôle. Il excelle dans ce domaine.

Mais c'est comme la manière dont un œuf est structuré. Il semble solide de l'extérieur. Cependant, si sa coquille devait se fissurer, il apparaîtrait faible et vulnérable à l'intérieur. Nous devons soigneusement étudier ce que signifie le pouvoir. Le pouvoir, ce n'est pas contrôler les autres. C'est réussir à créer les conditions pour que tous les habitants du pays se sentent en sécurité – et pas seulement les Israéliens. Je suis confronté à ces soldats et à ce régime militaire au quotidien. C'est la raison pour laquelle je travaille autant avec les jeunes Israéliens. Je veux qu'ils rencontrent – peut-être pour la première fois – un Palestinien en tant qu'être humain avant d'intégrer l'armée, un Palestinien qui leur dira de ne pas tomber dans ce piège du pouvoir qui déshumanise l'autre.

Parfois, la stupidité de cette occupation me paraît dépasser l'entendement. La peur et le pouvoir sont un aveuglement, et cet aveuglement fait encore plus de mal à Israël qu'il n'en fait aux Palestiniens. Pour l'avenir d'Israël, pour

la moralité du judaïsme, cette occupation doit prendre fin. Encore une fois, votre humanité est mon arme. Mon ennemi est la violence en général. Mon plus grand ennemi n'est pas le peuple juif, c'est « la peur juive ». C'est elle qui constitue un obstacle à ma liberté. Elle est devenue un instrument aux mains des politiciens israéliens, pour renforcer l'occupation et la maintenir. Cette profonde peur est à l'origine de tant de stéréotypes. Ils font des Palestiniens des terroristes aux yeux des Israéliens. Pour que les Israéliens puissent voir et reconnaître notre humanité et nos droits, la peur et les stéréotypes doivent disparaître. Et cela n'advient pas par la violence. Je sais que c'est une approche très difficile pour nous, Palestiniens, mais nous n'avons pas d'autre choix. Cela fait partie de notre lutte, même entre nous. Il ne s'agit pas de ce qui est bien ou mal, il ne s'agit pas de ce qui est légitime ou non, il s'agit de comprendre la différence entre avoir raison et réussir.

C'est pourquoi je crois qu'une partie de notre mission est d'aider les Israéliens à surmonter cette peur, comme un pas vers notre propre liberté. Je comprends profondément cette peur, je sais d'où elle vient. Je suis bien conscient des injustices auxquelles le peuple juif a été confronté au cours de l'histoire. Mais si je dois regarder en face la violence qui vient de mon peuple, alors le peuple juif doit assumer la responsabilité de sa propre peur et de l'occupation. Je crois qu'il y a largement assez d'humanité dans le peuple juif pour assumer un tel rôle.

Le succès, c'est aussi quand vos ennemis deviennent une voix pour vos droits. L'humanité juive doit affronter la signification de l'injustice et de la souffrance que nous subissons chaque jour, et pas seulement par notre propre humanité. Je sais très bien qu'aux yeux du monde, les Palestiniens ont été considérés comme les victimes de cette occupation. Il y a beaucoup d'empathie et de soutien de la part de nombreux pays dans le monde. Et je sais que la fermeté des Palestiniens est une ressource précieuse pour maintenir notre existence. Mais je crois aussi que le pire ennemi de cette occupation est l'humanité et la moralité juives.

Ce conflit a des aspects émotionnels profonds qui affectent la réalité politique. Et si nous voulons obtenir un changement politique, nous devons

subir une transformation émotionnelle. C'est ce qui nous aidera à changer les comportements sur le terrain, quand les deux camps pourront commencer à se voir et à se traiter comme des êtres humains.

Quel est l'objectif de votre mouvement ?

Le Mouvement national palestinien pour la non-violence Taghyeer (« Changement ») est basé à Bethléem et composé de communautés formées sur le terrain et de leaders émergents qui pratiquent la non-violence comme moyen de forger l'identité et l'unité du peuple palestinien. Nous travaillons à la construction de communautés démocratiques et indépendantes qui auront la force et la volonté nécessaires pour créer ensemble un chemin palestinien menant à la fin du conflit avec Israël.

Taghyeer entend créer un changement social et politique qui soit impulsé par la société civile. Notre but est de donner à la société palestinienne les moyens de se développer par elle-même. Nos Messagers du Changement permettent de développer une action sociale dirigée par les communautés locales. Par un travail coopératif, ils donnent aux femmes et aux jeunes les moyens d'améliorer les services de base et l'environnement. Nous associons nos forces à celles d'autres organisations en suivant les principes d'une Charte palestinienne de non-violence. Nous considérons que cette charte est essentielle pour établir des partenariats susceptibles de mettre fin à l'occupation. Nous opérons à l'échelle nationale, en Cisjordanie et dans les Territoires palestiniens occupés, avec des coordinateurs locaux dans plus de vingt communautés rurales et urbaines.

Dans ce conflit, de nombreux Palestiniens qui ont participé à des programmes communs avec les Israéliens constatent que ceux-ci n'ont au final aucun impact. Les Palestiniens ne voient que le rythme croissant de construction des colonies, la saisie de leurs terres et la perte de leurs droits. Avec Taghyeer, l'idée est qu'ils organisent le changement social, résistent à l'occupation de façon non violente et établissent un plan clair pour changer leurs conditions de vie sur le terrain. Nous n'avons pas de partenariat direct

avec des organisations israéliennes, mais nous encourageons le soutien de toutes les personnes qui se reconnaissent dans notre vision, d'où qu'elles viennent. Nous accueillons l'aide que voudront apporter à nos actions indépendantes tous ceux qui croient en la dignité humaine, en l'égalité des droits et qui sont favorables à la résolution de ce conflit.

Quel impact attendez-vous de votre action au sein de votre communauté ?

Le peuple palestinien hésite entre deux chemins pour servir son identité et faire valoir ses droits. Le premier chemin est la lutte contre l'occupation israélienne de différentes manières. Le second consiste à pratiquer la citoyenneté sans l'indépendance, sous l'occupation. Cette hésitation, cette confusion, est présente à chaque échelle de notre société : chez les citoyens, dans les partis politiques, dans les autorités gouvernementales. Nous avons créé Taghyeer comme une identité, un foyer pour notre peuple afin d'agir pour l'unité au sein de la société.

La non-violence n'est pas une tactique ni une stratégie. C'est notre identité. Elle garantit notre résistance indéfectible à l'occupation, mais offre aussi un lieu où nous assumons la responsabilité de notre propre développement. Quel est le lien entre les ordures dans les rues et l'occupation ? Entre les droits des femmes et l'occupation ? Il est facile d'accuser l'occupation de tous les maux. Ce qui nous manque aujourd'hui, ce sont des leaders qui disent que nous, Palestiniens, pouvons nous rassembler dans toutes nos communautés pour lutter pour nos valeurs et améliorer nos vies.

Nous nous sommes donc rendus dans les communautés locales avec cette idée d'identité et de mouvement non violents dans lesquels les Palestiniens se rassembleraient pour agir et coopérer. En 2016, nous avons piloté l'opération « Plantons le changement », qui a rassemblé des militants de douze communautés, installées pour la plupart dans les collines du sud de Hébron. Cela a été un succès, puisque nous avons organisé trente-sept ateliers en quarante-cinq jours. Cela nous a permis de toucher des anciens prisonniers,

des leaders communautaires, des enseignants, des étudiants et des jeunes militants dans toute la Cisjordanie. Cette année-là, à l'occasion de la Journée internationale de la paix, le 21 septembre, 3 500 Palestiniens étaient présents à Jéricho alors que nous annoncions et lancions le mouvement. Je ne pouvais considérer une telle réponse comme allant de soi et j'étais très ému.

Nous nous comportons comme des victimes, nous demandons à Israël de mettre fin à l'occupation, mais nous avons aussi une responsabilité à assumer en tant que Palestiniens. Il nous manque un leadership. Dans les années qui ont suivi son lancement, notre mouvement s'est développé à mesure que les ressources le permettaient. Nous agissons sur le terrain, nous répondons à tous les appels téléphoniques, aux demandes d'ateliers, de formation au leadership et aux projets de développement social menés par les communautés locales.

Pour donner un exemple de l'impact de Taghyeer, je pourrais citer notre modèle de développement non violent dans le village de Jubbet ad-Dib, qui était en proie aux difficultés. Plusieurs mères du village avaient formé une association de femmes. Les dirigeants masculins du village et l'Autorité palestinienne avaient laissé cette communauté environnée par les colonies sans accès à l'eau ou à l'électricité, sans services humains de base, et peut-être même sans avenir. L'association des mères a fait appel à une organisation non gouvernementale, Comet-ME, et, avec le soutien de l'Union européenne, un système d'énergie solaire a été construit. Mais il a ensuite été confisqué par l'armée israélienne. Alors, avec le soutien de leurs partenaires et de leurs avocats, ils se sont tournés vers la Haute Cour de justice israélienne et le système solaire a été restauré. Puis des salles de classe ont été aménagées dans une école située près du village, mais elles ont été démolies par l'armée israélienne. Elles ont été reconstruites dans tous les villages de la région. Avec ces femmes leaders, Taghyeer a développé un réseau de soutien palestinien incitant les activistes à s'engager dans la régénération des terres, l'entretien des bâtiments du village et des programmes pour les enfants. Les femmes de Jubbet ad-Dib font partie intégrante de notre système de Messagers du Changement et sont des participantes essentielles de notre programme de Leadership des femmes, qui propose des formations et identifie les projets communautaires

dirigés par des femmes en Cisjordanie, avec le soutien du programme allemand Ziviler Friedensdienst (Zfd).

Avec le soutien financier de l'organisation américaine J Street U, des Amis du mouvement Taghyeer, de la communauté Am Kolel ainsi que d'un réseau de Palestiniens, nous avons restauré un bâtiment pour en faire la première clinique du village. Nous construisons actuellement une maison d'hôtes pour les bénévoles et un centre de ressources sur la non-violence. Et, avec l'aide de Taghyeer, une des femmes de l'association a été élue au conseil local du village. Ce modèle de résistance, de développement et de construction de la paix par la non-violence commence à fonctionner et à avoir un impact dans toute la Cisjordanie. Avec ces communautés palestiniennes, nous parvenons à changer la vie des gens, et pas seulement leur vision des choses.

De quoi auriez-vous besoin pour avoir un impact plus important dans les années à venir ?

Trois éléments me viennent à l'esprit. Je veux convaincre autant de Palestiniens que possible, en particulier les leaders des communautés palestiniennes, de faire partie de ce mouvement en les formant et en leur donnant des compétences en matière d'activisme et d'éducation à la non-violence. Je veux les préparer à devenir des Messagers du Changement sur le terrain, où ils pourront porter le modèle Taghyeer auprès des masses. Je veux qu'ils soient pleinement capables d'engager la société dans des actions quotidiennes où la non-violence deviendrait réellement leur identité.

Deuxièmement, je veux établir un leadership politique non violent en travaillant avec certains dirigeants politiques actuels, mais aussi avec de nouveaux dirigeants qui adopteraient nos principes. Cela doit nous aider à renforcer le mouvement Taghyeer à la fois sur le terrain et dans le système politique. L'objectif est de faire de la non-violence une force politique.

Troisièmement, je veux étendre notre action en dehors de la Palestine. Je souhaite diffuser mon message au niveau international et créer une force politique globale qui garantira des moyens pour le changement sur le terrain.

Je souhaite que nous nous associions à des organisations et à différentes communautés à l'étranger afin qu'elles soutiennent notre mouvement sur le terrain. Nous ambitionnons également de travailler avec les membres de la diaspora palestinienne pour organiser une Conférence de la diaspora nationale palestinienne. L'idée est que les Palestiniens de l'étranger s'unissent et réfléchissent à leur propre plan pour participer à la résolution du conflit et servir la cause de la liberté de leur peuple.

Que vous inspire le « plan de paix » de Donald Trump pour le Moyen-Orient ?

Avec Trump, nous sommes confrontés à une nouvelle réalité très grave concernant le rôle de la communauté internationale dans notre conflit. À mon avis, le président américain fait du tort aux deux camps, les Israéliens comme les Palestiniens. Depuis des dizaines d'années, nous payons le prix des initiatives étrangères lancées par ceux qui investissent en vue de faire durer le conflit plutôt que pour y mettre un terme. Trump et son « deal du siècle » sont un exemple de l'investissement des États-Unis dans les décisions unilatérales d'un de leurs alliés, à leur détriment et au détriment des personnes concernées.

Il se présente comme un « faiseur de deal », il vous met en confiance pour négocier, mais ensuite son océan vient vous engloutir. Lorsqu'il a annoncé le transfert de l'ambassade américaine de Tel-Aviv à Jérusalem, j'ai rédigé une lettre ouverte adressée à Trump qui a été publiée sur le site d'information basé à Washington, The Hill. Je lui ai respectueusement demandé de renoncer à cette initiative unilatérale en faveur de son allié – qui agit lui-même de façon unilatérale – et de proposer une alternative qui respecterait également les besoins, les aspirations et les droits des Palestiniens. Or, il est allé encore plus loin dans cette direction unilatérale. Trump soutient l'établissement de partenariats entre Israël et certains États riches du monde arabe jouxtant Israël. Mais le plan Trump qui refuse aux Palestiniens toute souveraineté réelle, toute liberté ou toute égalité de droits ne fera qu'accentuer les divisions. Je crois qu'en fin de compte, toute réconciliation apparente obtenue de cette façon se révélera illusoire.

Cette situation doit nous amener à élaborer un nouveau plan qui changera les comportements sur le terrain. Il est temps pour nous de trouver une réponse qui puisse garantir un meilleur engagement avec la communauté internationale, et en particulier avec le gouvernement et le peuple américains – et, bien sûr, avec la société israélienne. Je crois qu'il est nécessaire d'annoncer, pour la première fois, une véritable initiative de paix palestinienne. Celle-ci devrait tenir compte de toutes les initiatives et de tous les plans de paix qui ont été proposés par le passé et s'adresserait en premier lieu à notre peuple, puis au reste du monde. Nous devons dire au monde ce que nous voulons exactement, comment nous entendons l'obtenir et dans quels domaines nous souhaitons nouer des partenariats. J'en appelle aux dirigeants politiques palestiniens pour qu'ils conçoivent cette initiative de manière à ce que notre peuple soit l'artisan des changements dont il a besoin, et non plus la simple victime d'acteurs étrangers. Pour les Palestiniens, la liberté et la paix ne viendront pas sous la forme d'une offre au rabais de la part d'une tierce partie.

Les actions de Donald Trump au Moyen-Orient aggravent les souffrances des Palestiniens, mais au final leurs conséquences s'avéreront également très coûteuses pour Israël et les États-Unis. Toute force extérieure qui n'embrasse pas la double vérité de cette terre, à savoir que les peuples israélien et palestinien ont chacun droit à une paix juste et digne, devrait s'abstenir d'interférer dans le conflit. La possibilité d'obtenir notre liberté et de parvenir à vivre ensemble dans la dignité est entre nos mains. C'est uniquement de cette façon que nous empêcherons les autres d'interférer dans notre destinée commune sur cette terre.

Comment accueillez-vous l'accord de paix entre Israël, les Émirats arabes unis et Bahreïn ?

En tant que militant pour la non-violence, je crois que le processus de normalisation entre Israël et le monde arabe ou tout autre pays doit commencer par la cause palestinienne. Vous ne pouvez pas normaliser les relations ou espérer un véritable processus de réconciliation sans l'implication des Palestiniens.

Le cœur du problème, c'est en effet le conflit israélo-palestinien. Toutes les déclarations, toutes les actions politiques contre Israël ne proviennent pas d'une mauvaise relation entre Israël et les pays arabes. Elles résultent de l'occupation israélienne de la Palestine. Si nous ne nous concentrons pas sur ce problème, il continuera de s'aggraver jusqu'à ce que les deux parties, Israël et la Palestine, finissent par être perdantes. Bien sûr que tout le monde ici veut des conditions normales, une vie normale et des relations normales avec tous les pays du Moyen-Orient. Mais si nous voulons nous orienter vers une solution, nous devons voir le problème sous le bon angle. On pousse les Palestiniens à se joindre à ce processus de paix, ce qui est à mon avis une grave erreur. Vous ne pouvez pas demander aux gens de faire partie d'un processus qui ne laisse aucune place à leur sécurité et à leur dignité. Cela ne peut fonctionner que si l'on reconnaît ce besoin, et uniquement si les actions sur le terrain sont cohérentes avec ce qui a été signé sur le papier. Un accord de paix signé sans mise en œuvre sur le terrain ne vaut rien.

Mon identité est arabe. Je fais partie du monde arabe et je souhaite une normalisation avec Israël. Mais pas au détriment de ma dignité et de mes droits. Personne n'a le droit d'avancer vers la normalisation sans que les Palestiniens soient impliqués. Israël attend de nombreux avantages de ces accords de normalisation, mais les Palestiniens ont été poussés à un point où ils ont perdu tout espoir de solution. Les traiter de la sorte pourrait entraîner un nouveau cycle de violences. À cet égard, je ne sais vraiment pas ce que l'avenir nous réserve.

Et je ne veux pas me retrouver dans une situation où nous devrions nous battre pour convaincre notre propre peuple qu'il y a effectivement de l'espoir, alors que tout ce qu'il voit autour de lui démontre le contraire. Je demande donc à tout homme politique qui souhaite prendre des mesures sérieuses en vue de la normalisation d'engager le dialogue avec les Palestiniens. Cela dépend avant tout du gouvernement israélien. Israël a déjà signé des accords de paix avec l'Égypte et la Jordanie, mais je ne suis pas persuadé que ces accords ont conduit à une réelle normalisation des relations. En fait, je pense que c'est même le contraire : vous pouvez toujours signer un accord entre gouvernements, mais si le peuple n'est pas impliqué, vous faites du gouvernement un ennemi de son propre peuple.

Comment conciliez-vous votre désir de paix et de non-violence avec le fait que les Israéliens continuent à réélire Benyamin Nétanyahou, qui ne se place pas dans cette perspective à l'égard des Palestiniens ?

Nétanyahou est un maître de la politique de la peur. Il utilise cette peur existentielle des Juifs pour manipuler les Israéliens afin qu'ils croient que l'autre camp doit être « vaincu » et que les Palestiniens doivent être dominés par le pouvoir israélien. Il est guidé dans ses actions par la conviction profondément ancrée que les Israéliens sont les seuls propriétaires de cette terre, ce qui est à mon sens un problème majeur.

Ce qui m'a amené à comprendre la peur israélienne, ce n'est pas seulement l'empathie, c'est aussi ma croyance politique actuelle en une solution pacifique qui peut garantir la dignité des deux parties. Lorsque j'ai commencé à voir la perte et le deuil de l'autre camp il y a maintenant vingt ans, quelque chose en moi a changé. Honnêtement, c'était la première fois que des Juifs s'asseyaient avec moi avec des larmes dans les yeux.

Parce que nous grandissons sous leur occupation militaire, tout ce que nous voyons d'Israël, c'est la puissance, la force et le contrôle. Nous grandissons avec l'idée que le peuple juif n'a pas de sentiments, pas de larmes. Quand j'ai vu la douleur et le deuil chez quelqu'un que je croyais surpuissant, c'était comme découvrir sa faiblesse. Et en réalité, bien plus que le contrôle militaire et l'occupation, ce sont ces faiblesses qui seront l'arme la plus efficace pour sécuriser Israël.

Une grande partie des Palestiniens est convaincue que notre douleur et notre souffrance sont parfaitement connues des Israéliens, ce qui est absolument faux. Au cours de mes vingt années passées à rencontrer tant d'Israéliens, j'ai découvert la quantité considérable de stéréotypes et de peurs qui alimentent une forme de cécité au sein de la société israélienne. Ils ne voient pas ce dont nous souffrons chaque jour.

En outre, cette souffrance n'a pas été relayée auprès de la société israélienne d'une manière qui lui permette de la comprendre. Elle leur est livrée d'une façon qui les fait se sentir encore plus menacés. C'est pourquoi la non-violence peut

fonctionner, mais pas seulement sous la forme de petites actions ici et là. Ce devrait être un mouvement national avec un visage, un rôle et une vision. Je n'ai ni honte ni peur d'affirmer que toute blessure infligée à un être humain doit être considérée comme un crime par les deux camps, et rien d'autre. Toute atteinte à une vie ou à une identité humaine doit être condamnée.

J'ai aussi compris, en réfléchissant aux convictions idéologiques de la droite israélienne, que mon humanité et mes bonnes intentions ne suffiront pas à changer ceux qui croient que la seule solution est de nous vaincre en tant que Palestiniens. La seule solution, à mon avis, est une approche nationale palestinienne fondée sur la non-violence. C'est ce qui garantira une pression suffisante sur l'occupation. C'est une responsabilité que les Palestiniens doivent assumer au nom de leur propre liberté. Tout le monde ne sera pas transformé et tout le monde n'agira pas individuellement dans ce sens. De part et d'autre, il y aura toujours un bon nombre de personnes qui douteront de cette solution ou qui la combattront. Mais la différence, c'est que cette fois la non-violence les empêchera de décider à notre place de notre destin et de notre existence.

Je crois vraiment que la vie n'offre jamais de solution parfaite pour tous les problèmes. Mais lorsque la majorité silencieuse défendra notre approche, la minorité bruyante des extrémistes perdra son pouvoir. Comme je l'ai déjà dit, je ne m'attends pas à voir des Mandelas sortir des colonies israéliennes. Non parce que les colons sont inhumains, mais parce que toutes ces années, les politiciens ont proposé des initiatives de paix aux deux parties sans jamais impliquer la population. La racine du problème n'a rien à voir avec la gauche ou la droite, ni avec les gens honnêtes ou les extrémistes. Cela va bien au-delà. Pour identifier la bonne solution, il faut d'abord identifier le problème correctement. Dans le cas de Nétanyahou et de la politique israélienne, le problème réside dans sa maîtrise de la peur juive. C'est cela que nous devons parvenir à surmonter.

À quoi ressemblerait votre futur leader palestinien idéal ?

Nous avons certes besoin de nouvelles figures, mais le plus important n'est pas de changer de politiciens : c'est de changer de système. Tel qu'il

fonctionne aujourd'hui, même si nous mettions Mandela à Ramallah et Gandhi à Tel-Aviv, je ne suis pas sûr que nous obtiendrions la paix pour autant. On ne peut pas réparer la voiture en changeant son conducteur. C'est tout un mécanisme de changement qui est nécessaire. Je crois que la clé de ce changement se trouve entre les mains du peuple, pas des politiciens. Les dirigeants politiques ne pourront pas prendre des mesures courageuses et des décisions douloureuses en faveur de la paix tant que leurs nations ne les y pousseront pas.

Par ailleurs, il existe une grande différence entre un politicien et un leader. Les hommes politiques ne sont que des gestionnaires des systèmes et des réalités politiques existants. À l'inverse, les leaders sont ceux qui fondent de nouveaux systèmes politiques et qui conçoivent de nouvelles solutions. Nous devons résoudre les problèmes, pas les gérer. Les politiciens disent aux gens ce qui les fait se sentir bien, ce qu'ils ont envie d'entendre, tandis que les leaders s'associent à leurs concitoyens et les mettent au défi de prendre leurs responsabilités.

Tout l'art du leadership non violent consiste, pour les dirigeants, à dessiner un chemin puis à y suivre leur peuple. C'est ainsi qu'il pourra accoucher d'un nouveau système politique. C'est ainsi que nous obtiendrons un meilleur engagement du peuple dans ce processus de paix. Et c'est ainsi que nous pourrions aider nos communautés à faire face aux catastrophes sans perdre espoir et sans dépendre de l'aide étrangère. Ce leadership ne construira pas son crédit politique aux dépens de l'autre camp et en incitant à la peur. Il défiera cet autre camp au travers d'une force non violente. Enfin, il devra s'agir d'un mouvement national massif, dirigé par les meilleurs activistes non violents. Ces dirigeants et l'ensemble du mouvement seront guidés par une même valeur suprême : l'intégrité morale.

Comment l'Union européenne peut-elle aider votre mouvement ?

Comme je l'ai déjà dit, nous avons besoin de diffuser notre message à l'étranger afin de pouvoir construire une force politique internationale capable

de nous garantir des moyens pour produire des changements sur le terrain. J'ai déjà été invité à prendre la parole dans de nombreux pays d'Europe. En Suisse, par exemple, nous sommes soutenus et partiellement financés par un groupe de transformation des conflits extraordinaire, appelé B8 of Hope, qui est composé de musulmans, de Juifs et de membres de toutes les autres confessions. Sur le terrain, en Cisjordanie, à Jérusalem et même à Tel-Aviv, nous avons partagé notre vision et présenté nos programmes aux membres du corps diplomatique européen, qui ont tant fait pour la consolidation de la paix entre les peuples.

Notre programme majeur, les Messagers du Changement, touche actuellement un peu plus de vingt communautés palestiniennes. Dans les années à venir, nous prévoyons de former 70 à 100 dirigeants locaux afin qu'ils deviennent nos représentants sur le terrain. Nous avons besoin de fonds pour organiser les réunions communautaires, monter les ateliers locaux de formation des activistes, travailler à l'identification et à la mise en œuvre de programmes de développement social. Nous avons également besoin de ressources pour aider l'équipe dirigeante de Taghyeer à développer des partenariats avec d'autres organisations sur la base des principes contenus dans notre Charte de la non-violence. Taghyeer est prêt à entamer un dialogue avec des donateurs privés, des gouvernements et des diplomates présents dans la région, et à travailler à des propositions pour intensifier nos actions sur le terrain. La meilleure chose que nous puissions faire pour mobiliser la société palestinienne et l'aider à prendre ses responsabilités en faveur d'une solution au conflit, c'est de faire de Taghyeer un mouvement de masse.

J'ai été invité un jour à m'exprimer à la Chambre des Lords britannique. Quand je suis arrivé, j'ai vu que les Lords n'étaient pas assis ensemble. Ils étaient installés soit du côté propalestinien, soit du côté pro-israélien. Je leur ai dit, et je le dis à tous les Européens et au monde entier : « Ne pouvons-nous pas être simplement pro-solution ? » Quand on vous demandera de défendre un camp ou l'autre ou quand on demandera à votre gouvernement – ou à l'Union européenne – de prendre position sur Israël et la Palestine, j'espère que vous serez guidé par cet objectif : être pro-solution.

Collection dirigée par Gilles Finchelstein
et Laurent Cohen

© Éditions Fondation Jean-Jaurès
12, Cité Malesherbes - 75009 Paris

 fondationjeanjaures

 @j_jaures

 fondation-jean-jaures

 www.youtube.com/c/FondationJeanJaurès

www.jean-jaures.org

Ali Abu Awwad

**La non-violence
au service de la
cause palestinienne**

« J'ai vu des mères juives en larmes. Et leurs larmes étaient exactement les mêmes que celles de ma mère » : c'est en ces termes qu'Ali Abu Awwad revient sur sa prise de conscience de la nécessité de la non-violence.

Né dans une famille de réfugiés palestiniens et fils d'une responsable de l'OLP, Ali Abu Awwad est un ancien activiste du Fatah, condamné puis libéré à la faveur des accords d'Oslo de 1993. Mais la mort de son frère, abattu à 31 ans par un soldat israélien, marque une rupture ; désormais, son engagement pour la cause palestinienne prendra une nouvelle voie – pacifique – à travers le mouvement citoyen Taghyeer qu'il dirige.

Dans cet entretien au long cours, Ali Abu Awwad explique pourquoi et comment il s'emploie à faire de la non-violence une force politique intégrée au cœur de l'identité et de la société palestiniennes.

